

Le champ de la « droite

L'heure est aux porosités entre droite et extrême droite. Avec un double mouvement : une nette et durable droitisation de l'UMP, lancée par N. Sarkozy en 2007, et un Front national « républicainement » compatible, avec l'arrivée aux commandes de Marine Le Pen.

Jean-Paul GAUTIER, historien



En 2012, Nicolas Sarkozy reprend à son compte des thématiques et une phraséologie frontistes qui mêlent opportunisme et droitisation extrême.

Le 24 février 2012, Nicolas Sarkozy déclare : « Il n'y a pas un bon vote et un mauvais vote. Le Front national n'est pas répréhensible. Marine Le Pen a le droit de se présenter, elle est compatible avec la République. » En 2013, Henri Guaino affirme, sur LCI : « Le Front national est un parti comme un autre. » En recherche de respectabilité, Marine Le Pen n'a pas à s'inquiéter, N. Sarkozy et H. Guaino lui font la courte échelle...

N. Sarkozy a voulu fonder une droite dite décomplexée, sans tabou. Il a ainsi déplacé son centre de gravité. L'historien Michel Winock, dans la revue *Le Débat*, en octobre 2008, a mis en lumière la complexité du personnage. Si N. Sarkozy a toutes les traditions de la droite, il n'est d'aucune en particulier. M. Winock précise que « son rapport à l'Histoire et au passé est à

peu près nul. C'est l'homme du court terme ». Il apparaît comme un opportuniste, sans véritables soubassements idéologiques. En 2012, dans son ouvrage *La Droite d'hier et d'aujourd'hui*, l'historien analyse les métamorphoses de la droite, de de Gaulle à Sarkozy : « Le gaullisme était une droite nouvelle de la France libre, de la Résistance. Elle se démarquait du conservatisme. Elle intégrait les principes républicains et engageait le pays dans un vaste effort de rénovation et de modernisation. Le néogaullisme de Georges Pompidou et de Jacques Chirac a mis fin au caractère de rassemblement pour devenir un simple parti de droite transformé en machine électorale. Nicolas Sarkozy a définitivement enterré les références à de Gaulle. »

Avec N. Sarkozy qui s'autoproclame chantre de la rupture vis-à-vis de la présidence Chirac, la

droite opère un tournant historique. Un processus s'enclenche en 2007, pour s'accélérer en 2012. N. Sarkozy reprend à son compte des thématiques et une phraséologie frontistes qui mêlent opportunisme et droitisation extrême, en particulier dans la dernière phase de la présidentielle de 2012, sous la férule de Patrick Buisson. Le Président sortant martèle des thématiques sécuritaires, xénophobes, contre les étrangers, les musulmans... Il trace une ligne de démarcation entre « ceux qui travaillent et respectent la loi » et ceux « qui n'aiment pas la France », et dénonce les « leçons de morale des droits de l'Homme » – ce que Jean Sévillia (journaliste au *Figaro* et ancien de l'Action française) qualifie de « terrorisme intellectuel ». N. Sarkozy suit ainsi à la trace Samuel Maréchal (ancien dirigeant du Front national de la

décomplexée»

jeunesse), qui, lors de l'université d'été frontiste en août 1996, déclarait «*Les droits de l'Homme, cette idéologie, héritière de 1789, est responsable [...] de la décadence de la nation française*». Une position convergente avec celle des catholiques traditionalistes (les adeptes de monseigneur Lefebvre, le quotidien *Présent*, Bernard Antony, le groupe Civitas...).

Une évidente «gémellité sémantique»

En avril 2006, le futur locataire de l'Elysée stigmatisait les immigrés : «*S'il y en a qui n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter*». Et chaussait les bottes de l'extrême droite, reprenant un de ses vieux slogans : «*Aimez-la ou quittez-la*...»⁽¹⁾ N. Sarkozy aurait pu reprendre le slogan frontiste «*On est chez nous*»...

Pour reprendre une expression du journaliste Renaud Dély, il existe, entre N. Sarkozy et le Front national, «*une gémellité sémantique*», par exemple dans la dénonciation des «*vagues migratoires incontrôlées [et de leur] assimilation*». Il aurait pu faire sienne l'expression des Le Pen, qui parlent de «*tsunami migratoire*». N. Sarkozy est épaulé, dans sa campagne en 2012, par les déclarations de sa garde rapprochée. Brice Hortefeux, «*l'ethnologue*», qui a découvert des «*arabo-auvergnats*», Claude Géant (fait «*adhérent d'honneur*» par le M. Le Pen), pour qui «*le nombre de musulmans pose problème*. [...] *Les Français ne sont plus chez eux, toutes les civilisations ne se valent pas*». Ces propos s'accordent à ceux de Jean-Marie Le Pen, pour qui les Noirs courent vite, chantent bien mais sont des arriérés dans les domaines

«*La porosité entre une partie de la base de l'UMP et le Front national est renforcée par le fait que le «nouveau» Front national rejette l'étiquette d'extrême droite, jugée infamante par ses dirigeants.*»

(1) En 1978, Jean-Marie Le Pen avait récupéré et francisé le slogan de Ronald Reagan : «*America, love it or leave it*».

(2) Il a d'ailleurs fait des émules, puisque le Bloc identitaire fait actuellement des rondes «*antiracailles*» dans le métro à Lyon, Lille et Paris.

(3) Ancien dirigeant, à la fin des années 1960, de la Fédération nationale des étudiants de France, syndicat d'extrême droite, maurassien et ex-patron de *Minute*.

(4) Pâle copie de celui lancé à l'origine par le Bloc identitaire et Riposte laïque, à l'origine à La Goutte d'or, contre les prières de rue, et déplacé aux Champs-Élysées.

scientifique et technologique. N. Sarkozy désigne, comme le Front national, des boucs émissaires : les «*assistés*», les étrangers, les musulmans. Après avoir dénoncé les «*racailles*»⁽²⁾, il franchit un nouveau pas avec son discours de Grenoble, le 30 juillet 2011, validant l'équation immigration = chômage = insécurité (petite musique frontiste depuis la fin des années 1970). Il rend ainsi un fier service à J.-M. Le Pen, qui déclare : «*Lorsque, dans son discours de Grenoble, il fait le lien entre immigration et délinquance, Nicolas Sarkozy nous soulage des accusations qui étaient portées contre nous*».

De plus en plus «*lepénisé*», N. Sarkozy est favorable «*à la préférence communautaire*, [même s'il ne voit pas pourquoi] *on ne pourrait pas être pour la préférence nationale*».

Sarkozy, le Jourdain du lepénisme ?

Si monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, N. Sarkozy fait du lepénisme, mais à la différence du personnage de Molière, lui, le sait. Voulant capter les électeurs du Front national, la tonalité de ses discours se rapproche de plus en plus de celle de l'organisation (on pourrait presque, à certains moments, parler d'osmose). Comme J.-M. et M. Le Pen, il défend «*la vraie France, la France française*», pour reprendre une expression favorite du quotidien d'extrême droite *Présent*.

Avec P. Buisson aux manettes, N. Sarkozy est atteint de «*buissonnisme aiguë*». En 2012, le *think tank* «*Terra Nova*, dans son étude «*L'axe UMP-FN : vers le parti patriote*», dépeint ainsi P. Buisson⁽³⁾ comme «*l'homme d'une droite qui en appelle au peuple contre les élites, [...] au nationa-*

lisme contre le déracinement». La ligne Buisson accélère le processus de «*désinhibition*» d'une droite sarkozyste et la coupure, à l'UMP, entre une droite libérale centriste (Raffarin, Juppé) et une droite nationale conservatrice, identitaire. Cette évolution se traduit par la montée en puissance d'un pôle national-conservateur au sein de l'UMP, prêt à tout assumer vis-à-vis de son électorat, et dont une partie lorgne vers le Front national.

Les agents de droitisation de l'UMP

La Droite populaire regroupe ainsi des élus de l'UMP (Lionel Lucas, Jean-Paul Garraud, Thierry Mariani, Christian Vanneste, Philippe Meunier, Eric Raoult), qui entendent libérer une parole trop longtemps étouffée par «*une droite honteuse*». Pour eux, il n'y a pas d'ennemi à droite.

En juillet 2011, à l'Assemblée nationale, P. Meunier, député du Rhône, organise un «*apéro-saucisson*» contre la «*menace islamique*»⁽⁴⁾. Pour C. Vanneste, homophobe notoire pour qui l'homosexualité représente une «*menace pour la survie de l'humanité*», la question de l'immigration n'est pas «*un fossé entre nous et les électeurs du Front national*». D'ailleurs, la Droite populaire avait lancé une pétition contre le droit de vote des immigrés, qui fleurait bon le frontisme, «*Touche pas à mon vote*» : «*Si nous touchons à ce principe, la France deviendra un pays musulman*...» J.-P. Garraud défend l'interdiction de la bi-nationalité, et la Droite populaire précise que «*la nation est le seul cercle d'appartenance à l'échelle de l'Homme et à l'échelle du monde [et] un élément fondamental de notre iden-*

tité; [...] nous nous opposons avec force au communautarisme qui dissout la nation. L'immigration doit être contrôlée et maîtrisée».

Le Front national serait en droit de réclamer des droits d'auteur... J.-P. Garraud estime qu'une majorité d'électeurs sont pour un rapprochement UMP-FN⁽⁵⁾. La Droite populaire libère la parole des candidats de droite, dont certains ont pratiqué la surenchère (patrimoine identitaire, bienfaits de la colonisation...). Cependant, laminée aux élections législatives de 2012, elle cède la place à la Droite forte.

Guillaume Peltier et la Droite forte

La Droite forte est, à l'origine, une motion déposée au congrès UMP tenu en novembre 2012. Ce texte est arrivé en tête, avec 28 % des voix. A son origine, Guillaume Peltier et Geoffroy Didier⁽⁶⁾. G. Peltier est un partisan de la ligne Buisson. C'est un jeune homme qui a déjà politiquement beaucoup navigué à l'extrême droite (FNJ, FN, Mouvement national républicain-MNR, création avec Nicolas Bay de Jeunesse action chrétienté). Après un détour par le Mouvement pour la France (MPF), il décide de poser ses valises à l'UMP. C'est un admirateur de N. Sarkozy, le « briseur de tabous », qui entend « parler aux électeurs perdus du Front national ».

Par rapport au programme frontiste, G. Peltier et la Droite forte sont des spécialistes du « copié-collé ». M. Le Pen ne s'y est pas trompée, en qualifiant la Droite forte de « coup tordu », pour empêcher les départs vers le Front national. Lorsque M. Le Pen, dans son livre *A contre flots*, en 2006, entend défendre « les valeurs républicaines issues de la chrétienté » et affirme que la laïcité est « la sauvegarde de l'identité française », La Droite forte veut faire figurer dans la Constitution que « la France est une république laïque de tradition chrétienne. [...]

(5) En 2012, après l'échec de N. Sarkozy à l'élection présidentielle, un sondage indiquait que 54 % des électeurs de l'UMP étaient pour des alliances locales avec le Front national.

(6) Se reporter au livre de Marika Mathieu, *La Droite forte, année zéro*. La Martinière, 2013, p. 99 et s.

(7) Sarah Proust, *Le Front national : le hussard brun contre la République*, Le Bord de l'eau, 2013, p. 60.

(8) Il a déclaré : « la votation suisse sur l'immigration est un exemple à suivre ».

(9) Déjà, lors de l'inauguration de la grande mosquée de Paris, Charles Maurras écrivait dans *L'Action française*, le 13 juillet 1926 : « Cette mosquée en plein cœur de Paris ne me dit rien de bon ; [...] s'il y a un réveil de l'islam, je ne crois pas qu'on puisse en douter, un trophée de la foi coranique sur cette colline Sainte-Geneviève [...] représente une menace pour notre avenir, [...] quelque chose qui ressemble à une pénétration de notre pays. [...] Nous venons de commettre un crime d'excès. » L'hebdomadaire de droite *Valeurs actuelles* se fait le porte-parole de la Droite forte, en multipliant ses unes contre l'immigration, l'invasion des mosquées, s'interrogeant : « A-t-on encore le droit d'être français ? »...

La République, la laïcité et nos racines chrétiennes constituent la colonne vertébrale de notre identité ». Déjà, en 2008, N. Sarkozy, dans son discours du Latran, évoquait les « racines chrétiennes de l'Europe ». G. Peltier et M. Le Pen appartiennent aux « laïcards de la 25^e heure »⁽⁷⁾. G. Peltier, tout comme le Front national, considère que l'islam est incompatible avec les valeurs de la société occidentale. C'est un adepte du « choc des civilisations » (du titre de l'essai de Samuel P. Huntington). Farouchement opposé à la construction de lieux de culte musulman, G. Peltier, comme le FN, a salué la victoire de l'UDC suisse en 2009 contre la construction de minarets sur le territoire helvète, ainsi que celle de 2014 contre l'entrée des étrangers⁽⁸⁾.

La Droite forte a élaboré « La charte des musulmans », en cinq points : reconnaissance de l'égalité homme-femme et laïcité de l'Etat, condamnation de la polygamie, refus de financement par un Etat étranger, comme de financement public pour la construction de mosquées, adaptation à l'architecture française par l'interdiction de construction de minarets – outils de prosélytisme – et de la *burqa*⁽⁹⁾. Sous la plume de la Droite forte, et même si le vocabulaire peut sembler plus *soft*, la logique est identique à celle du Front national. Comme M. Le Pen et le Club de l'horloge, G. Peltier appelle à « l'unité des patriotes ».

L'occupation de l'espace politique frontiste

L'élection présidentielle de 2007 a marqué un tournant dans la vie politique française. Les rapports de force entre la droite et l'extrême droite s'en sont trouvés modifiés. L'affirmation d'une « droite décomplexée », venue sur le terrain frontiste, a fait reculer l'extrême droite sur le plan électoral. Elle a permis à la droite de pratiquer une « synthèse idéologique » sur certaines questions,

provoqué un retour des électeurs, assurant un élargissement de l'assise politique. Cette droite décomplexée a créé un rapport de force favorable, face au Front national.

La résurgence d'un discours identitaire, la captation des principaux marqueurs du programme frontiste questionnent quant à l'évolution de la société française. Preuve que les idées de l'extrême droite ont contaminé le discours politique et une partie significative de l'opinion publique avec l'affirmation, par N. Sarkozy, d'une politique nationale-sécuritaire. C'est ainsi que Jacques Trémolet de Villers avait pu souligner, dans l'édition de *Présent* du 25 avril 2007, « la victoire idéologique de Jean-Marie Le Pen ».

Cette occupation d'une partie de l'espace politique frontiste par N. Sarkozy a un prix. L'échec de sa politique (économie, sécurité...) a ramené le Front national dans le jeu politique. Les angoisses identitaires, le brouillage des repères face à la mondialisation, la paupérisation ont conduit au développement du populisme qui touche, par certains aspects, l'UMP. L'application de la ligne Buisson et l'opportunisme de N. Sarkozy, lors de la campagne de 2012, ont favorisé les idées du Front national et enclenché un rapprochement sur le fond avec le mouvement lepéniste.

De son côté, le Front national, version M. Le Pen, se référant à Barrès ou Boulanger, affirme être « compatible avec la République ». La proximité entre les positions de l'UMP et celles des frontistes s'est affirmée et on assiste, en ce qui concerne l'électorat et la base de l'UMP, à la constitution d'un imaginaire commun.

Une « étanchéité » qui n'est plus

Certains ténors de l'UMP ont allègrement pratiqué la surenchère (Copé et le pain au chocolat...). La reprise de la thématique du « racisme anti-Français »



© MARIE-LAN NGUYEN

« Les digues face à l'extrême droite se sont effritées, rendant possibles, dans certaines circonstances, de futures alliances, pour une droite française qui n'a plus de chef, plus de boussole idéologique. »

L'affirmation des valeurs autour de la famille traditionnelle (la Manif pour tous), de l'autorité ou de l'ordre est devenue essentielle pour l'UMP.

a été une illustration du plagiat des thématiques extrêmes droiti-⁽¹⁰⁾. Pascal Perrineau a raison d'affirmer « qu'une partie de l'UMP est persuadée qu'il y a un mouvement irréversible de droitisation de la société française », et que cette même UMP se doit de l'accompagner. Bruno Gollnisch a pointé « ce glissement à droite de la société, [...] un attachement très profond des Français aux valeurs traditionnelles ». Ce besoin d'affirmer ces valeurs autour de la famille traditionnelle (la Manif pour tous), de l'autorité ou de l'ordre, est devenu un cheval de

bataille pour l'UMP. La porosité entre une partie de la base de l'UMP et le Front national est renforcée par le fait que le Front national mariniste est plus perçu comme une droite extrême que comme une extrême droite. Ce « nouveau » Front national rejette l'étiquette d'extrême droite (ce qui était déjà l'un des combats de J.-M. Le Pen), jugée infamante par ses dirigeants. Gilbert Collard (Rassemblement bleu marine) en est un bon exemple, lorsqu'il affirme : « On n'est pas d'extrême droite. L'extrême droite est pour le renversement de la Répu-

blique. Nous on est pour le débat d'idées, pour le référendum, pour la concertation républicaine. On est contre un coup d'Etat antiparlementaire ou antirépublicain. »

De ce point de vue, quel est la différence avec l'UMP ? Bruno Gollnisch se déclare favorable à « une entente avec des conservateurs ou des libéraux ». M. Le Pen s'affirme ouverte à des accords locaux, au coup par coup, avec des élus UMP « qui veulent faire un bout de chemin avec nous ». N. Sarkozy, en s'attaquant au Front de gauche, avait ouvert la voie des convergences le 24 avril 2012, dans son discours de Longjumeau : « Les vents sont-ils plus mauvais à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche ? »

Pour la droite française de l'ère postsarkozyste, plus rien ne sera comme avant. Les digues face à l'extrême droite se sont effritées. L'étanchéité a fortement diminué, rendant possibles, dans certaines circonstances, de futures alliances, pour une droite française qui n'a plus de chef, plus de boussole idéologique⁽¹¹⁾, et plus de repères éthiques. Les actuels discours de l'UMP et du Front national tiennent plus à une différence de degrés que de nature. Pour l'heure, le projet politique de M. Le Pen n'est pas de servir de béquille pour l'UMP mais de la faire implorer, et d'aller vers un parti des patriotes, « dans le but de rassembler les Français ».

Les deux partis courent un risque. Si l'UMP se rapproche trop du Front national, elle risque d'être absorbée en partie par ce dernier. Si le Front national se rapproche de l'UMP, il risque d'y perdre son âme. L'exemple de Gianfranco Fini en Italie est là pour le lui rappeler. On assiste à une sorte de phénomène de balancier. Plus l'UMP droitise son discours, plus le Front national essaie de lisser, de « modérer » le sien. Avec N. Sarkozy s'est mise en place « une droite brune ». P. Buisson en est le conducteur des travaux, et N. Sarkozy le promoteur. ●

(10) Elle est portée depuis de nombreuses années par Bernard Antony, ex-FN et catholique traditionaliste, qui a créé en 1984 l'Association générale contre le racisme et pour l'identité française et chrétienne (Agrif).

(11) La position du ni-ni, lors du second tour des élections législatives ou municipales, et le refus du Front républicain.